

# LA LUTTE OUVRIÈRE

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)  
Section Française de la IV<sup>e</sup> Internationale

**VENDREDI**  
**8 JUILLET 1938**  
3<sup>e</sup> Année — Numéro 85  
Le Numéro : 0 fr. 50  
RÉDACTION - ADMINISTRATION  
15, passage Dubail  
54, boul. Magenta, Paris (10<sup>e</sup>)  
ABONNEMENTS :  
France et colonies : 1 an, 22 fr.,  
6 mois, 11 fr.; 3 mois, 5 fr.  
Etranger : 1 an, 40 fr.; 6 mois,  
20 fr.; 3 mois, 10 fr.  
Compte chèques postal : Rousset  
2247-23 Paris.

1936 - 1938

## La "LUTTE" a deux ans !

C'est l'anniversaire de notre Journal. Né dans les luttes de juin 36, l'organe du parti ouvrier internationaliste, héritier de la Vérité, des bolcheviks-léninistes et de l'opposition de gauche, s'est constamment efforcé d'être digne de son titre de journal de la section française de la 4<sup>e</sup> internationale.

Il a été frappé par la répression toutes les fois que les ouvriers de France se sont lancés dans le combat ouvert contre l'exploiteur : en juin 1936 à Clichy ; à chaque étape de l'accentuation de dangers de guerre impérialiste.

Notre journal a, le premier, donné des instructions exactes et une analyse juste des questions posées par la révolution espagnole. Il a défendu l'honneur des bolcheviks russes contre les impostures stalinienne. Il s'est efforcé de traduire les voix des travailleurs en lutte dans les usines, dans les chantiers, dans les villages. Au cours des récentes grèves, il a concentré le feu des attaques fascistes, capitalistes et stalinistes, pour avoir montré la voie de la solidarité et de l'occupation de masse aux grévistes.

Tirant, sans ambiguïté, les leçons de la faillite du Front Populaire, luttant, pas à pas, contre l'impérialisme et l'union sacrée, exprimant la solidarité des ouvriers de France, aux exploités des colonies, la « Lutte ouvrière » est bien le journal de l'avant garde.

Sans doute, nous ne méconnaissons pas ses défaillances et ses faiblesses, d'ordre rédactionnel et matériel. Nous voulons que l'organe de la 4<sup>e</sup> Internationale, l'organe de Léon Trotsky et des bolcheviks léninistes, soit mieux rédigé, plus clair, mieux informé, plus vivant. Mais pour cela, il faut que nos lecteurs nous apportent leur aide : leur aide matérielle d'abord ! leurs suggestions, leurs critiques, leur collaboration, en même temps !

A l'occasion du deuxième anniversaire de la « Lutte », souscrivez !

Ecrivez-nous, pour nous dire ce que vous pensez de notre journal, pour nous soumettre vos suggestions !

## Plus que jamais MILICES OUVRIÈRES

**CAGOUULARDS et PATRONAT**

On peut dire maintenant que la quasi-totalité des cagouulards ont été remis en liberté. Autrement dit, après une légère alerte, la préparation des cadres de guerre civile bat à nouveau son plein.

Pozzo di Borgo, Duseigneur et Cie, ont révisé leurs plans. C'est pour mieux les faire aboutir. Les Croix de Feu aussi ont été dissous. Cela ne les a pas empêchés de continuer leur travail, sous la forme du PSF. Il en est exactement de même avec l'autre bande fasciste connue sous le nom de Cagouulards.

Du PSF à Daladier, donc à la direction du Front Populaire, la chaîne est continue. La Rocque et Pozzo sont des rivaux : mais ce sont aussi des alliés. Daladier et l'Etat-Major sont parfois en mésintelligence : mais ce sont des associés, des complices. Deloncle a déclaré à plusieurs reprises que c'est l'Etat-Major de l'armée qui réglait ses démarches. Daladier était tenu au courant par le 2<sup>e</sup> Bureau... Tout cela se complète admirablement !

Et qui se tient derrière tous ces gens qui fourbissent les mitrailleuses, astiquent les casques et les couteaux, repèrent, mouchardent, provoquent ? Le grand patronat, la CGPF, les « 200 familles ». Blum et Thorez ne suffisent plus comme soupape de sûreté. Le grand capitalisme craint une nouvelle vague en avant du mouvement ouvrier, qui, cette fois, porterait plus loin que les fameuses limites imposées par les radicaux dans le programme du Front Populaire.

Pour cette nouvelle phase de la lutte, le patronat a besoin de ses cadres de guerre civile. Tout l'arsenal des cagouulards est là pour un coup ! Les dépôts d'armes existent encore par centaines. Les caisses noires se remplissent sans discontinuer. Gare au réveil.

Pour amuser le tapis, le gouvernement parle maintenant de « complot » et prévoit un procès en Haute Cour.

c'est-à-dire devant le Sénat ! Evidemment, le Front Populaire sera enchané de cette perspective. Mais la classe ouvrière n'y trouvera pas son compte.

Encore une fois, aucun subterfuge du parlementarisme bourgeois ne peut masquer ce fait : à la lutte armée, le prolétariat doit répondre par la défense armée. Il est comique de voir tous ces gens brandir leurs menaces « d'affiches blanches » de la mobilisation lorsqu'il s'agit des intérêts capitalistes de la France en Tchecoslovaquie, mais poursuivre les organisations qui disent : il faut se défendre contre l'ennemi intérieur, sur le front de classe !

Contre les cagouulards et le haut patronat, l'affiche rouge de la mobilisation prolétarienne doit être collée en permanence dans tous les lieux de travail, dans les lieux de réunion des travailleurs, dans les villes et dans les villages. L'organisation des corps de défense, des milices ouvrières, doit être à l'ordre du jour.

Il faut recommencer le travail qui s'ébauchait en 1934 et 35, lorsque la poussée ouvrière conduisit à l'action directe contre le fascisme.

Nous connaissons l'objection classique : on ne combat pas le fascisme avec ses propres armes, mais avec un programme social... Justement ! Nous y sommes ! C'est exactement de ce qu'il s'agit : il faut un programme socialiste, et c'est celui qui défend notre parti. Mais pour faire entrer ce programme dans la réalité, il faut se heurter à l'ennemi, il faut protéger et défendre notre contre-offensive.

Autrement dit, il faut combiner la lutte pour le programme socialiste avec la défense armée contre l'ennemi !

Il n'y a pas d'autre leçon à tirer de la recrudescence d'activité des cagouulards. C'est celle que le P.O.I. tire et qu'il invite les organisations ouvrières à tirer avec lui.

## La lutte anti-impérialiste en Afrique du Nord

### Que veut "EL OUMA" ?

La tension intérieure en Afrique du Nord est telle que les laquais eux-mêmes prennent des coups. Pendant les récentes affaires de Tunisie, l'Union Socialiste avait courageusement pris la défense de la Résidence et des autorités militaires. Dans tout le pays réformistes et staliniens s'étaient multipliés en protestations écumantes contre les ouvriers et les paysans tunisiens. Il paraît cependant que ces gages ne suffisent pas. Le gérant de l'Union-Socialiste est poursuivi, un de ses rédacteurs, Chediv Rahim, a été arrêté sous l'inculpation d'outrage à l'armée. La Fédération socialiste pleure et se lamente à propos de telles mesures qui prennent prétexte d'un article « anodin » (on veut bien les croire). Du coup le Populaire découvre que l'état de siège existe en Tunisie et qu'il est intolérable.

Nous protestons et nous invitons les ouvriers tunisiens et français à manifester contre cette politique d'arbitraire et de répression sanglante. Mais aussi à en tirer la conclusion claire : la politique de collaboration et de trahison des réformistes et des staliniens n'aboutit et ne peut aboutir qu'à un renforcement de la dictature militaire de l'impérialisme. Sa rupture politique avec la bourgeoisie,

l'orientation vers un rassemblement des masses au travers du front unique entre les ouvriers tunisiens et les ouvriers français, au travers des comités ouvriers et paysans, sur un programme de classe, posant dans toute son ampleur, la réforme agraire, l'expropriation des gros colons au profit des petits, peut seul amener un changement radical dans la situation.

Au Maroc, dans la nuit du 17 au 18 juin, les ouvriers des deux centres miniers de l'Office des Phosphates, à Kouribgha et Louis Gentil, occupèrent les locaux des mines, empêchant toute exploitation. Le mouvement était lancé et dirigé par les ouvriers européens. Le premier travail des réformistes de tout poil fut d'empêcher que les ouvriers indigènes se joignent aux grévistes. La troupe fut immédiatement envoyée sur place. Devant le déploiement des forces militaires, les ouvriers évacuèrent. La Résidence se refuse à tout compromis. Elle a fait annoncer que ceux qui ne reprendraient pas le 21 le travail seraient licenciés. Les autorités régionales ont concentré des forces de police et la troupe. L'oppression sanglante continue d'un bout à l'autre de l'Afrique du Nord, contre tout mouvement ouvrier, qu'il soit européen ou indigène. C'est la leçon essentielle des grèves des mines de phosphate du Maroc.

La répression du mouvement colonial a ses conséquences dans la métropole elle-même. Parmi les derniers décrets un certain nombre affectent les nord-africains. L'article 64 dit entre autre : « Il est interdit à toute personne d'employer un travailleur marocain ou tunisien protégé français non muni de la carte de protégé français, délivrée conformément aux règlements en vigueur et portant la mention « travailleur ». C'est un moyen radical pour maintenir à tout moment, sous le contrôle de la police les militants nord-africains sous peine de crever de faim.

En face de cette situation d'extrême misère, d'oppression, la direction actuelle du Parti du Peuple Algérien prend une position politique de plus en plus confuse et qui exige une sérieuse discussion de la part des ouvriers français et algériens. Dans le dernier numéro d'El Ouma, on pouvait lire les citations suivantes :

« Nous avons contribué à faire la France plus grande et plus puissante, en faisant le sacrifice de nos vies pour elle afin que son drapeau flottât sur le Tonkin, sur Madagascar, sur le Dahomey, sur la Tunisie, sur le Maroc. »

Et plus haut : « Nous lui avons démontré notre loyalisme sur les champs de bataille où le sang de nos pères et de nos frères s'est mêlé au sang français. »

Qu'est-ce à dire ? Depuis quand le PPA et son journal El Ouma, se revendiquent-ils d'avoir été de bons laquais de l'impérialisme français pour obtenir aujourd'hui quelques miettes que le gouvernement ne donnera pas ? Dans son « Appel », le Comité Central du PPA légitime la politique ultramilitaire du gouvernement français. Il est dit, en effet :

« La France encerclée et menacée sur toutes ses frontières avait le devoir impérieux de grouper ses forces et de les unir dans un même instinct de défense contre une éventuelle agression. »

Du même coup, la direction du PPA adopte et passe sur le plan de l'union sacrée.

En effet, le problème est ainsi posé : « Mais on oublie que les 15 millions de nord-Africains qui ont apporté à la victoire de 1918 une contribution précieuse, constituent aujourd'hui dans le problème de la défense nationale, un élément qui ne peut être négligé. »

C'est-à-dire en clair que la direction actuelle du PPA serait prête si le gouvernement français voulait bien lui accorder quelques avantages, à se trouver à ses côtés pour légitimer entièrement dans les actes la guerre impérialiste qui se prépare. C'est le ton de tout le journal.

Une telle politique ne peut annoncer en définitive qu'un plus grand désarroi dans les masses algériennes, qu'un renforcement de l'impérialisme français. Nous y reviendrons.

## La mort d'Otto Bauer

### Ignominie à propos D'UN MORT

Otto Bauer, un des chefs de la social-démocratie, est mort, à Paris dans l'exil. Les pleurnicheries de Blum, P. Faure, Dunois ne nous touchent guère.

Bauer, dont l'intégrité personnelle n'est pas en question, fut par excellence l'austro-marxiste dont la politique de freinage, d'attente, de défaite, a mené l'héroïque prolétariat viennois aux abîmes. C'est cette expérience sanglante, ses causes et les responsabilités que nous devons étudier à l'occasion de cette disparition. Les Bauer, qui s'appellent ici Blum, P. Faure, etc.,

sont une génération morte pour l'avant-garde révolutionnaire qui se préparait à mener la classe ouvrière à la victoire en suivant la voie de Lénine et de Trotsky. Blum, P. Faure, etc., honnêtement intellectuelle » personifiée, s'éleva, dans le « Popu » de mardi, à montrer que Bauer était partisan de l'Union Sacrée et que c'est Schuschnigg qui a refusé de marcher. Et de tirer le cadavre de Bauer en guise de couverture pour sa criminelle politique d'Union Sacrée. Triste destin d'une génération qui habilita l'A.B.C. socialiste et qui mourut ignominieusement dans la fange de la trahison !

## Où va-t-on fourrer le "Trotskysme"

L'Humanité continue à distiller ses mensonges. Dans un article du 26 juin elle écrit maintenant que :

M. Detouf, président des Syndicats de Construction Electriques, est bien connu pour son amitié envers les trotskystes.

Nous ignorons complètement M. Detouf. Par contre, Detouf est un lieutenant de M. Mercier, de l'Alstom et du reste, grand magnat de l'électricité, qui prodigua naguère les louanges à Staline. Les Basiles de l'Humas sont persévérants. Nous serons tout aussi tenaces à dénoncer ses canailleries et mensonges. A noter que l'Humas calomnie « en général », tant ces messieurs craignent les poursuites, et la condamnation... de leurs chers amis les juges de classe.

## Unité d'action pour les révolutionnaires emprisonnés !

Il s'est constitué un groupement d'anciens miliciens espagnols, un front unique du POI, des JSR, du PSOP, de l'U.A. de la CGT-SR qui, sous le nom de Comité du 19 juillet, entend réaliser une manifestation de rue contre le blocus, et pour la libération des combattants révolutionnaires emprisonnés en Espagne.

Telle est la bonne voie. Il faut sortir les masses de leurs torpères et leur réapprendre l'action directe. Il faut que les cheminots et les dockers, organisent le boycott des armes à destination de Franco, et qu'ils les acheminent sur Barcelone ! Il faut renverser Daladier-Bonnet, complices de Franco ! Il faut exiger la libération de Munis-Carlini, des combattants révolutionnaires emprisonnés !

## La répression continue

La camarade Suzanne Charpy, gérente de « Révo » est poursuivie pour antimilitarisme. La justice bourgeoise sait reconnaître, elle, ses vrais ennemis.

La police, elle non plus, ne perd pas son temps. Mercredi 23 juin au matin, en l'absence de tout membre de l'organisation, le juge d'instruction Badin a effectué une perquisition au local central du P.O.I., 15 passage Dubail. Les serrures ont sauté, une porte a été défoncée, les armoires ouvertes. On a été jusqu'à faire sauter le cadenas d'une boîte aux lettres... vide de la « L. O. ». Et cela, pour une enquête sur l'affiche des JSR. contre la guerre. Camarades, cette « descente » prouve que la bourgeoisie, depuis son organe fasciste « Gringoire » qui nous poursuit en justice, jusqu'à ses policiers et ses « enquêteurs » se prépare à nous renforcer encore sa répression. Le drapeau de la révolution est entre nos mains. Serrons nos rangs ! Venez à l'aide de notre presse de notre organisation ! Etablissez des phalanges pour tous les camarades de province comme le font ceux de Paris. Il faut que la « L. O. » paraisse toutes les semaines dès la rentrée !

## Encore une "visite"

LUNDI 4 JUILLET. — Une fois de plus, on a pénétré dans notre local. Serrures sautées, armoires ouvertes, du meilleur style policier... Bien entendu, rien n'a été trouvé, car il n'y avait rien à trouver... Mais M. Badin cette fois-ci, n'a pas laissé son petit papillard sur la perquisition... Alors, ce n'est pas vous, M. Badin, qui nous avez rendu visite ? Alors, il faudra vous charger d'enquêter à ce sujet, trouver les vandales qui pénétrèrent « courageusement » quand personne ne se trouve dans notre local. Nous sommes tranquilles : c'est le dernier de vos coups !..

Quant à vous, camarades du P.O.I., des JSR., sympathisants, c'est notre croissance, l'extension de notre influence au sein de la classe ouvrière qui répondra aux Badin, aux sous-Badin et aux « pirates inconnus » que nous démasquerons bientôt ! Tous autour du Parti ! Tous à l'action !

## La Tragédie de la non-intervention

Les clameurs de l'Humanité n'ont pour seul but que d'empêcher les travailleurs de voir clair, et de comprendre que seule l'action directe contre Daladier-Bonnet, en France, peut lever le blocus à la frontière des Pyrénées.

En effet, le contrôle le plus rigoureux a été rétabli avec l'appui du gouvernement staliniste de l'URSS, il ne faut cesser de le répéter. Ce gouvernement autorisera, participera même pour un cinquième au budget de la non-intervention.

Désormais, nous assistons bien à un bloc impérialiste Italie - Angleterre - France, contre l'Espagne ouvrière et démocratique, bloc auquel, malgré des phrases, les stalinistes adhèrent aux côtés du III<sup>e</sup> Reich.

Tout ceci est encore plus net depuis la réplique de Bonnet prenant le parti de Mussolini et d'Hitler, en réponse à la démarche de l'ambassadeur espagnol Ascarate, à Londres, exprimant la volonté d'exercer des représailles.

Au lieu de s'excuser et de capituler, comme ils l'ont fait, les « antifascistes », stalinistes, réformistes et autres, s'ils avaient été capables de soutenir la république espagnole, autrement qu'en paroles, auraient dû mobiliser les masses contre le gouvernement franquiste de Bonnet-Daladier, jusqu'à son renversement.

Mille et unième raison de plus, depuis que dure la tragédie de la non-intervention, de ne compter que sur les masses elles-mêmes et sur leur avant garde.

## Pour le congrès du P. S. O. P. LA DISCUSSION SUR LE PROGRAMME

Les sections du PSOP sont en train d'examiner les projets de statuts, de charte et de programmes dont le congrès des 16 et 17 juillet doit doter leur parti. Nous avons en main ces documents et nous voudrions honnêtement et loyalement donner notre avis sur quelques points essentiels concernant la charte.

En réalité, trois positions se trouvent en présence : l'une qui se contente de réaffirmer sa fidélité à la charte de 1905, une autre pacifiste et nouvel-agiste, une autre enfin qui s'efforce d'exprimer des points de vue marxistes, mais qui aussi s'efforce de ne leurrer personne et, dans ce but, se sert des mots non pour préciser sa pensée, mais pour la rendre plus insaisissable.

Se référant à la charte d'Amsterdam et à celle de 1905, le premier texte écrit que celles-ci sont « des documents historiques que nous ne nous reconnaissons pas le droit de modifier ». Le souci de ne pas tripotiller les textes historiques est certes louable ; mais il n'en reste pas moins qu'un texte historique quelconque, depuis les traités, les codes et les constitutions jusques et y compris la charte de 1905 ne sont qu'un instant dans une évolution incessante. Admettons un instant que la charte de 1905 ait été le nec plus ultra du marxisme (ce que nous ne pensons pas) à son époque ; 33 années se sont écoulées depuis, de lourdes de révolutions. Devons-nous renoncer à l'expérience de ces 33 ans ? Dans ce cas, pourquoi ne renoncions-nous pas aux 57 années qui se sont écoulées entre la publication du « Manifeste Communiste » et 1905 ; Pourquoi Marx a-t-il tiré les leçons de 1848 et de la Commune, il aurait pu répéter Fourier ou Rousseau ou... la Bible ?

Les exploités doivent apprendre de leur lutte. C'est Rosa Luxemburg qui expliquait ce qu'il y a de grand et de prometteur dans le calvaire de défaites de la classe ouvrière : c'est qu'elle tire de chaque bataille perdue des enseignements pour les batailles futures.

Mais, diront certains camarades du PSOP, une charte, si parfaite soit-elle, peut suffire à empêcher notre parti ou le votre de trahir. Nous le savons bien ; nous savons qu'un parti ne peut se contenter d'afficher des principes, mais qu'il doit les mettre en pratique et que s'il ne les met pas

en pratique, sa charte ne l'empêchera pas de tomber de capitulation en capitulation. Mais dans cette discussion sur la charte, ce n'est pas de papier imprimé qu'il s'agit, mais de savoir comment le PSOP agira demain : des révolutionnaires de la SFIO forment un nouveau parti ; avant d'agir, ils se concertent sur la façon dont ils agissent ; puis, ils marchent, quittes à s'apercevoir qu'ils se sont trompés et qu'ils doivent réviser leurs conceptions. Faute de cela, tout un chacun tirera de son côté et le parti se trouvera en morceaux, ce qui ne sera certainement une victoire pour la classe ouvrière.

Refuser une charte précise c'est refuser d'agir ; autant vaut alors retourner à la SFIO. Et il ne faut pas de doute que c'est l'espoir secret de la tendance A : faisons un parti qui a le même programme que la SFIO, afin de faciliter ultérieurement notre rentrée. Reprenons ce programme qui, en 33 ans, a couvert toutes les capitulations de la SFIO et sous le signe duquel Blum menait et mène encore la lutte contre le bolchevisme.

Des deux autres résolutions, nous détachons deux passages. L'un relatif à la dictature du prolétariat, l'autre de critique vis-à-vis de notre organisation internationale.

Sur la première question, l'un des textes se prononce pour la dictature du prolétariat, l'autre fait la question et dit seulement : « Le pouvoir ne peut être l'apanage d'une fraction, d'une secte ou d'un parti politique... » ce qui veut probablement être une critique à l'égard du léninisme, qu'on considère exprimé par Boukharine dans la formule : « Un parti au pouvoir les autres en prison ». Rappelons seulement qu'il s'agit d'une boutade qui résume la situation à laquelle le parti bolchevik russe était réduit, mais qui ne représente en aucun cas notre position, sur laquelle nous nous réservons de revenir plus à fond par ailleurs.

Quant au texte qui semble devoir recueillir la majorité des suffrages des camarades du PSOP, il dit ceci : « Le PSOP affirme qu'entre la société d'hier et celle de demain, une période de transition est nécessaire, la dictature du prolétariat, pendant laquelle la tâche primordiale est de briser les dernières résistances des privilégiés. Cette tâche incombe aux masses compactes (?) des travailleurs des usines et des champs, organisés démocratiquement »



Sur les grèves en cours

A Grenoble, Marseille, Montpellier, Guingamp, Venissieux, Prouvy (Nord), les ouvriers, employés et techniciens luttent contre le patron qui licencie, sabote les conventions collectives, cherche à appliquer les 45 heures.

Comme dans la région parisienne, la direction de la Fédération des métaux déploie tous ses efforts pour isoler les luttes en cours, les soumettre à l'arbitrage et faire exécuter les ordonnances de référés des juges bourgeois, défenseurs de la propriété bourgeoise mise en cause par les occupations.

Le patronat multiplie les manifestations de son offensive de classe, les dirigeants des métaux leur facilitent la tâche contre les intérêts ouvriers.

Nous ne savons encore pas, aujourd'hui quelle sera l'issue de la lutte ardente des gars du bâtiment de Grenoble où le patronat non seulement attaque, mais refuse d'appliquer une sentence arbitrale de réajustement des salaires.

Le licenciement du camarade Papazian, secrétaire du Syndicat des Techniciens à Marseille, a provoqué un mouvement d'ensemble de cette catégorie de travailleurs. Les magistrats de la métallurgie marseillaise ont répliqué par un lock-out général, refusant le travail à plus de 7.000 ouvriers.

La semaine dernière 200 ouvriers avaient occupé les usines de guerre des Acieries de Longny (Vénissieux) à la suite de licenciements. Intervention de la même police «républicaine» et au sujet de cette grève nous voyons l'Humanité du 1er juillet (journal qu'on dit «de défense de la classe ouvrière») mettre comme sous-titre à son article: «L'arrêt du travail dans cette usine produisant pour la défense nationale est inadmissible».

Les voilà bien les briseurs de grèves

et serviteurs des intérêts patronaux et capitalistes.

Cette attitude de l'Humanité, déjà bien connue des ouvriers avancés, se montre aussi dans son silence sur la lettre des 1.800 ouvriers des usines Fougère à Montpellier qui occupent parce que la direction patronale veut instaurer les 45 heures dans certains services.

Ainsi ces grèves en province sont la démonstration de la volonté de lutte du prolétariat en même temps que de la volonté d'étouffement de cette lutte par les chefs que le prolétariat conserve encore.

L'expérience des dernières luttes des métaux parisiens, conduites à la défaite par la direction stalinienne du syndicat des métaux, avait déjà ouvert les yeux aux militants les plus conscients. Le récent congrès de ce syndicat apporte la preuve que les idées «révolutionnaires et la tactique révolutionnaire de lutte sont vivantes. Une minorité s'est affirmée. Elle est encore faible en nombre, elle cherche une politique ferme et claire, mais elle est le symptôme du réveil de classe de l'avant-garde du prolétariat.

La province fait son expérience après Paris, mais pour elle aussi les embûches et les trahisons sont les mêmes qu'à Paris.

En même temps que la situation impose la nécessité d'unifier les luttes ouvrières par industrie et entre toutes les industries, nous devons nous efforcer de joindre toutes les minorités révolutionnaires, de les organiser, de les unifier politiquement dans la lutte.

Alors les bureaucrates syndicaux stalinistes et réformistes auront du fil à retordre pour poursuivre leur œuvre de division, de démolition, de désagrégation, d'affaiblissement du mouvement ouvrier.

Alors le patronat tremblera sur ses bases et le régime capitaliste mis en péril par la classe ouvrière en lutte pour son propre pouvoir.

LEÇONS D'UNE GRÈVE A MANTES

Les enseignements de la grève du Nichrôme ?

Les lecteurs de la Lutte se souviennent de la grève provoquée par le patron du Nichrome. A la suite d'un incident infime (une petite boulette de sable lancée à un contremaître) comme il ne trouvait pas le «coupable», ce joli monsieur n'avait pas hésité à jeter sur le pavé la moitié de l'usine. L'ensemble des ouvriers, avec un beau geste, s'était solidarisé et avait proclamé la grève. Malheureusement, pour respecter «la loi», ils acceptèrent d'évacuer l'usine, le patron «promettant» de discuter honnêtement aussitôt l'usine évacuée. Une fois les ouvriers dehors, le patron refusa de se présenter à toute réunion de conciliation ou d'arbitrage. Le sur-arbitrage accorda en partie satisfaction aux ouvriers : en reconnaissant (quand même !) qu'il était exagéré de chasser 21 ouvriers pour payer une peccadille d'un seul. Il décidait que le patron devait reprendre tout le monde — sans sanction — le vendredi 24 juin. Par contre, alors que la grève durait depuis 2 mois, il n'accordait que 8 journées d'indemnité et seulement à 20 des ouvriers licenciés.

Or — et c'est intéressant pour tous les ouvriers — le patron refusa d'appliquer la sentence. Il agit comme si elle n'existait pas. Il fit entrer les jaunes et refusa de laisser entrer avec

eux les délégués. Trop confiants dans la «justice» bourgeoise, les camarades des piquets de grève laissèrent passer d'abord les employés et le service d'entretien (conformément aux prescriptions de l'arbitrage). Puis, ils finirent pas à pas à s'opposer au passage des jaunes. Ils acceptèrent même d'enlever la banderole du syndicat en face d'usine. Maintenant la grève est devenue une affaire juridique. Inutile de dire que sur ce terrain aussi nous souhaitons de tout cœur la victoire des ouvriers.

Mais dès maintenant, les ouvriers peuvent en tirer un certain nombre de leçons. En voici quelques-unes à notre avis.

1) Les cinq francs de secours donnés par le syndicat après une semaine ne suffisent pas. Or, nous voyons au compte rendu financier des métaux de la R.P. que, durant les 9 derniers mois, sur un total de 2.346.832 fr. 36 (dont 535.130 fr. pour les permanents) la part du syndicat pour la solidarité aux grévistes monte seulement à 90.373,85. Il semble qu'on pourrait augmenter les secours et renflouer ainsi les possibilités de tenir.

2) Les usines de la région ont en général trop peu soutenu les grévistes. La cause principale en est le recul de la classe ouvrière. Mais il nous semble que le syndicat des métaux aurait pu populariser davantage la grève (par exemple par une affiche) et lancer le mot d'ordre d'une grève de soutien.

3) Mais surtout, il faut comprendre que les ouvriers ne peuvent compter que sur eux-mêmes et sur les méthodes d'action directe : occupation, interdiction d'entrer aux jaunes, etc., et que la justice et l'état bourgeois ne peuvent qu'être au service de la classe bourgeoise.

4) Il faut comprendre aussi la nécessité d'un mouvement général de la classe ouvrière pour imposer le contrôle ouvrier sur l'embauche et le débouchage ainsi que sur la production. Nous pensons qu'il faut lier ce mot d'ordre à celui de l'échelle mobile des heures de travail et à la lutte contre les 45 heures. Ainsi par exemple, la solidarité aurait été effective entre le Nichrome et la C.I.M.T. où sévissent maintenant les licenciements.

La cellule de Mantes du P.O.I.

L'activité sans scrupules du Guépéou, c'est l'appel à l'opinion publique ouvrière internationale ; l'aveu franc des propres fautes et crimes ; la rupture ouverte avec la clique du Kremlin. C'est la voie par laquelle Barmin et Krivitsky ont sauvé, avec leur honneur, leurs vies.

Mais il semble que Münzenberg qui fut grand comme l'esprit directeur des petits manœuvres et malins du P.C.A., est incapable de se lancer dans une sérieuse crise, à des actes décidés. Il palera cher son manque de courage et de fermeté politique. Mais enfin, c'est son affaire.

Petit Gépéou chez Renault

Trois ouvriers communistes victimes de la répression staliniste

Dans l'Étincelle du samedi 18 juin 1938, n° 73, organe local édité par la section communiste de Boulogne-Billancourt (direction : Alfred Costes), nous lisons un article intitulé :

« Agents de M. Renault... et trotskistes bien sûr !... »

Dans cet article, 3 militants de la CGT, délégués ouvriers de l'atelier 26 des usines Renault : Drappier, Michaud et Klemmann du 176 sont traînés dans la boue avec la phraséologie habituelle des bureaucrates stalinistes.

Voici ce qu'un camarade travaillant dans le secteur Rue de l'Île à l'atelier 174, nous communique en garantissant l'authenticité des renseignements. Qui sont ces délégués ouvriers ? Trois militants qui étaient hier encore membres dévoués du parti « communiste ». Ils étaient tous trois membres de la commission exécutive de la section syndicale. Drappier, militant dans les rangs du PC depuis 1934 et avant, en tant que responsable de presse, créa le journal l'« Unité ». Michaud était même le trésorier de l'importante section syndicale de chez Renault, poste de confiance.

Klemmann était en outre membre du comité régional du P.C. C'est d'ailleurs précisément pourquoi les laquais bureaucratiques les couvrent des accusations les plus infamantes : « Un repris de justice » accusé par sa maîtresse d'avoir fait la traite des blanches (sic) ; à Moscou, il serait une « vipère lubrique » ou autre chose de semblable.

Concernant toutes ces accusations solennelles, Michaud et Drappier ont sollicité une commission d'enquête, une sorte de jury d'honneur, élu dans leur secteur ; mais messieurs les chefs stalinistes se sont empressés de se dégonfler. On sait qu'ils n'acceptent jamais une vérification contradictoire honnête de leurs accusations. Chaque ouvrier honnête doit appuyer la revendication de la commission d'enquête. Mais il est clair qu'il ne s'agit pas de ces questions personnelles. Il s'agit d'un aspect de la crise du parti « communiste » qui, cessant d'être communiste entre en contradiction avec les militants qui ne veulent rester fidèles qu'à leur idéal et les chasse avec les méthodes habituelles du gangstérisme staliniste.

C'est ce que prouve l'exposé objectif des faits et non la littérature du Guépéou.

Comme beaucoup de militants communistes, Michaud, Drappier et Klemmann ont été en divergence avec les directions stalinistes de juin 36, ils ne percevaient pas nettement les divergences politiques, comme il arrive pour la plupart des camarades communistes, et ce fut surtout sur les méthodes malhonnêtes et équivoques des dirigeants stalinistes qu'ils exprimaient...

La leçon de ces faits est claire à tirer :

1) Le stalinisme chasse en le couvrant de boue tout ouvrier communiste qui n'accepte pas sans broncher les méthodes gangstéristes de la direction, l'absence de démocratie, la trahison des grèves et l'union nationale ;

2) Ce n'est pas par hasard que les ouvriers sont qualifiés de « trotskistes » ; bien qu'ils aient été pendant des années trompés sur le « trotskisme », ils rejoindront les positions de lutte de classe de la IV<sup>e</sup> Internationale qui reprend ce drapeau du communisme ;

3) Il s'agit enfin pour quiconque veut saisir sur le vif les procédés de gangstérisme staliniste quelle que soit sa tendance dans le mouvement ouvrier, de se saisir du cas Michaud-Drappier, d'appuyer les revendications de leur commission d'enquête ou jury d'honneur, élu dans le secteur 26 et comprenant les représentants du mouvement syndical.

P. S. — 1) Par une autre source, nous apprenons qu'invités par lettre recommandée, à se présenter devant le Jury d'Honneur pour y apporter leurs preuves, les dirigeants stalinistes :

PUBLICATIONS POPULAIRES. OUVrages de L. TROTSKY. La révolution trahie (1937) 18 > L'Internationale communiste après Lénine (1928) 24 > La Révolution Permanente 24 > La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov 3 > Où va la France ? 7 50 > La seule Voie (1932) 2 > Problèmes de la Révolution allemande (1931) 2 50 > Vie de Lénine (T. I) 24 > La leçon de l'Espagne, dernier avertissement 1 >

maient des réserves. C'est ainsi qu'à propos du voyage en Espagne de Marceau Vigny, dirigeant stalinien syndical de chez Renault, de François et de Dupont Henri renégat socialiste, ils furent indignés du fait que ce voyage prit pour le citoyen Marceau et ses complices le caractère d'un voyage d'agrément. Ce citoyen avait emmené sa femme sous le vague prétexte de représenter les femmes de France. Il avait invité ses amis dont un bistro avec l'argent des métaux. Bref, ce n'était pas sérieux.

Réserves de même nature à propos d'un déficit de près de 10.000 francs concernant l'organisation du voyage de Blois, organisé par Dupont Henri, où il fut donné une preuve éclatante de son incapacité. Membres de la commission exécutive, Drappier, Michaud et Klemmann étaient obligés de se taire et d'obéir sans discussions aux instructions des responsables stalinistes.

Les luttes ouvrières renaissantes allaient donner à cette opposition, au début sourde, et incertaine, un caractère plus politique. C'est ainsi qu'à propos des grèves qui ont suivi les assassinats de Clichy, ils furent frappés de saisir sur le vif un exemple de l'incapacité flagrante de ces valets stalinistes. Ils remarquèrent que tandis que Marceau Vigny et les autres approuvent la grève de protestation d'une demi-journée, ils créent une telle confusion que l'on vit les Vigny et les Pioline diffuser entre 1 h. 10 et 1 h. 20 trois mots d'ordre différents : tandis qu'à 1 porte de l'usine (rue de l'Île) ils incitaient les ouvriers à poursuivre la grève, rue du Hanneau, ils leur donnaient l'ordre de reprendre le travail.

Au moment de la récente grève générale, les camarades Drappier, Michaud, Klemmann exprimaient l'avis qu'il fallait que la CGT prenne position dans le conflit au lieu de se borner à la faire retomber sur les solidaires provocateurs trotskistes. Ils affirmaient avec des informations sûres reçues de chez Citroën, que la grève avait été déclenchée par les délégués ouvriers eux-mêmes. Tous les militants communistes sérieux approuvaient ce point de vue, mais se taisaient par discipline.

En fin de compte, excédés par toute cette série de fautes qu'ils attribuaient à une mauvaise direction de la section, 14 militants communistes écrivirent à M. Thorez. La réponse, ce fut l'exclusion brutale et la campagne de diffamation contre Klemmann, Drappier et Michaud.

La leçon de ces faits est claire à tirer :

1) Le stalinisme chasse en le couvrant de boue tout ouvrier communiste qui n'accepte pas sans broncher les méthodes gangstéristes de la direction, l'absence de démocratie, la trahison des grèves et l'union nationale ;

2) Ce n'est pas par hasard que les ouvriers sont qualifiés de « trotskistes » ; bien qu'ils aient été pendant des années trompés sur le « trotskisme », ils rejoindront les positions de lutte de classe de la IV<sup>e</sup> Internationale qui reprend ce drapeau du communisme ;

3) Il s'agit enfin pour quiconque veut saisir sur le vif les procédés de gangstérisme staliniste quelle que soit sa tendance dans le mouvement ouvrier, de se saisir du cas Michaud-Drappier, d'appuyer les revendications de leur commission d'enquête ou jury d'honneur, élu dans le secteur 26 et comprenant les représentants du mouvement syndical.

P. S. — 1) Par une autre source, nous apprenons qu'invités par lettre recommandée, à se présenter devant le Jury d'Honneur pour y apporter leurs preuves, les dirigeants stalinistes :

Camarades de province

organisez vos phalanges comme à Paris, pour que la «LUTTE» mène efficacement le combat pour la 4<sup>e</sup> Internationale

Il faut qu'à la rentrée la « LUTTE » paraisse sur 4 pages g<sup>d</sup> format toutes les semaines.

ont oublié de venir au rendez-vous fixé. Par contre, dans une nouvelle édition de l'Étincelle, ils reprennent leurs injures, démontrant ainsi leur manque total de preuves ;

2) Dans le dernier numéro de notre journal d'usine : « Le Soviet de chez Renault » s'est glissée une erreur : au lieu de lire, dans l'article intitulé : « A propos de la campagne de l'Étincelle » : « ...mais parce qu'ils représentent en réalité la classe ouvrière », il faut lire : « ...mais parce qu'ils méprisent en réalité la classe ouvrière ».

Assemblée Publique d'Information sur le « PARTI RÉVOLUTIONNAIRE »

Mercredi dernier 28 juin, une réunion publique a été organisée dans le 17<sup>e</sup> par le P.O.I. Une cinquantaine de personnes sont venues entendre nos camarades Rous et Naville qui ont passé en revue les problèmes que pose la constitution du P.S.O.P. et la position de notre organisation sur ces problèmes.

Par suite de l'insuffisante préparation du meeting (manque de moyens pour éditer une affiche) et du silence fait autour de nos réunions par les dirigeants du P.S.O.P., l'assistance clairement n'a pas engagé de discussion. Le leçon à tirer est qu'il importe de mieux préparer nos réunions : nous n'avons ni peine ni honte à le reconnaître. Une collecte pour Thau-Thau a fourni 70 francs.

Club d'Etude et d'Action Anarchistes

Le Club invite ses amis et sympathisants à assister à sa grande causerie publique et contradictoire, sur un sujet qui intéresse tous les militants d'avant-garde.

Cronstadt, qui sera faite par le camarade Vergine.

Cette causerie aura lieu le mardi 12 juillet à 20 h. 30, salle Lejeune, 67 rue de Ménilmontant.

Les contradicteurs bolcheviks sont vivement invités à y prendre part. Pour le C.E.A.A., A. MORGANE.

LA VIE DU PARTI

Dans le 17, nos camarades ont diffusé le cinquième numéro de leur journal de quartier avec succès. Dans le 15<sup>e</sup> Boulogne, bonne distribution du « Soviet de chez Renault ». Les camarades du PPA ont fraternellement protégé la vente de la « Lutte Ouvrière », dimanche dernier.

Dans le 14, nos camarades ont fait part de nos propositions d'unité à la section correspondante du PSOP qui les a repoussées toujours en attendant le Congrès !

Mais notons qu'à l'occasion du Congrès la direction du PSOP se tait sur l'adoption de ces propositions de collaboration. Par contre la 17<sup>e</sup> section du PSOP, tout en formulant le même refus, promet de résoudre la question de nos relations dans un état d'esprit aussi amical que par le passé, tant mieux !

SOUSCRIPTIONS N° 84. Reger, 10 fr.; Meyer, 10 fr.; 14<sup>e</sup> cellule, 470 fr.; Mantes, 10 fr.; Follet (Citroën) 200 fr.; Philippe, 10 fr.; X, 5 fr.; 13<sup>e</sup> cellule, 240 fr.; Brignolles troën, 30 fr.; Renault, 460 fr.; Chandler, 100 fr.

AVIS AUX LECTEURS. Certains camarades ont compris la nécessité de faire des sacrifices pour leur journal de combat.

Nous signalons, entre autres, que le groupe du 14<sup>e</sup> a versé 50 fr. ; la phalange et la cellule Renault du groupe du 15<sup>e</sup>, à elle seule 450 fr. pour le mois.

Cependant, la vente n'est pas encore bien organisée, les abonnements ne rentrent pas suffisamment.

Nous avons décidé, en juillet et août, à partir de ce numéro, de ne paraître que deux fois par mois. Grâce au soutien renforcé de nos camarades et de tous nos amis, grâce au soutien international, nous assurerons dès septembre la réparation hebdomadaire sur 4 pages !

En avant ! Ne ralentissez pas vos efforts pour la « Lutte » ! Attention au changement de compte chèque postal.

quement dans leurs localités et dans leurs entreprises, armés, revêtus de tout le pouvoir politique (s'agit-il, camarades, de Soviets, de comités, ou bien de quelque chose d'autre et alors de quoi ?). Mais aussitôt après l'écrasement de la contre-révolution bourgeoise, toute forme de contrainte doit disparaître. »

Deux questions : comment mesurer ce moment ? Car la contre-révolution bourgeoise renaitra toujours, à l'intérieur, tant que les forces de production du capitalisme dépasseront celles d'un ou de plusieurs états ouvriers. Comment, dans ces conditions, séparer la lutte contre la contre-révolution bourgeoise intérieure, de la lutte contre la bourgeoisie internationale ? L'Etat ouvrier n'est pas seulement l'instrument du prolétariat dans un pays donné, il est le bastion avancé du prolétariat mondial et comme tel il ne peut se résorber et disparaître qu'après la victoire du prolétariat dans la majorité des grands pays capitalistes.

Cette confusion théorique des dirigeants du POUM, qui semble une répétition de la « théorie » du socialisme dans un seul pays qui a conduit l'URSS où l'on sait, jette une lumière inquiétante sur les banalités internationalistes que contient la charte (attachement à l'internationalisme).

Dans une des motions, cet internationalisme s'affirme par une attaque contre la IV<sup>e</sup> Internationale, paralysée par son absence de démocratie. A la fois la fois injuste et quelque peu audacieuse. Car la IV<sup>e</sup> Internationale discute démocratiquement ; des textes exprimant les différentes positions en présence sont soumis à toutes les sections ; bien plus, le secrétariat international rend publics des textes comme le projet de programme d'action international et invite tous les ouvriers d'avant-garde à en discuter ; le PSOP en fait-il autant ? Noter que la Quatrième Internationale vient de publier dans son numéro 9 les textes de la minorité et de la majorité du Comité Central du POI sur la question russe et poursuit cette discussion en pleine clarté. Le PSOP en fait-il autant ?

Nous voudrions pour terminer dire encore aux camarades du PSOP que la démocratie ne consiste pas seulement en garanties statutaires, en discussions interminables et confuses. La première condition de la démocratie, c'est l'honnêteté politique, la clarté dans les idées, et une lutte sérieuse pour ses idées. L'équivoque, les phrases ambiguës, les mots à double-sens, les synthèses, les nègres blancs, c'est la démocratie à la Blum, celle qui permet à des bureaucrates d'imposer aux ouvriers les volontés de la bourgeoisie. A Royan, vous avez subi cette démocratie. Nous sommes sûrs que vous serez d'accord avec nous qu'il n'y a pas de place pour une telle caricature de démocratie ouvrière dans un parti révolutionnaire.

Le Mouchardage à la «Lorraine»

Pour regagner la sympathie des ouvriers perdue à la suite de l'acceptation des 45 heures, notre délégué nous distribua la copie d'un rapport déposé par elle à la direction sur la réorganisation de l'usine.

Dans un passage, nous lisons au sujet de la section 32 un fait qui dénonce les ouvriers ; ceux-ci ont, paraît-il, refusé de travailler sur des machines « qui ne concernent pas leurs professions », ainsi que de faire double équipe. Elle déclare à ce sujet que le contremaître n'a pas agi avec fermeté envers ces ouvriers et s'est contenté de lever les bras au ciel.

Et le rapport conclut qu'à l'avenir la maîtrise doit faire preuve d'autorité envers le personnel.

En lisant ces lignes, c'est à se demander si on n'a pas un rapport d'un mouchard professionnel employé dans de nombreuses usines. Hélas ! c'est de notre délégué qu'il s'agit, celle qui défend nos intérêts !

Les ouvriers doivent lutter pour une délégué propre qui les soutienne et puisse être révocable à tout moment.

Dans le P. C. Allemand

Münzenberg en disgrâce

Münzenberg, le « Goebbels » du parti communiste allemand, est exclu du Comité Central !

Depuis deux ans, il se livre une lutte secrète entre Münzenberg et le Guépéou. En 1936, il avait commis l'imprudence de parler sur un ton de repro-

Une brochure à lire

Le Stalinisme en Espagne

par Katia Landau

Dans cette brochure, la camarade K. Landau a réuni une série de témoignages sur la criminelle politique de répression de la Guépéou en Espagne. Nos camarades feront connaître cette brochure qui constitue un contre-poids aux infâmes inventions du livre de Riéger « Espionnage en Espagne ». Dans ces 48 pages on trouve un abondant matériel sur le travail de la Guépéou, avec les témoignages nombreux de camarades ayant passé par les prisons de Négrin-Staline, sur la disparition de Nin, de Landau, de Wolf, de Moulin, de Marc Rein. Prix de la brochure, 2 fr.